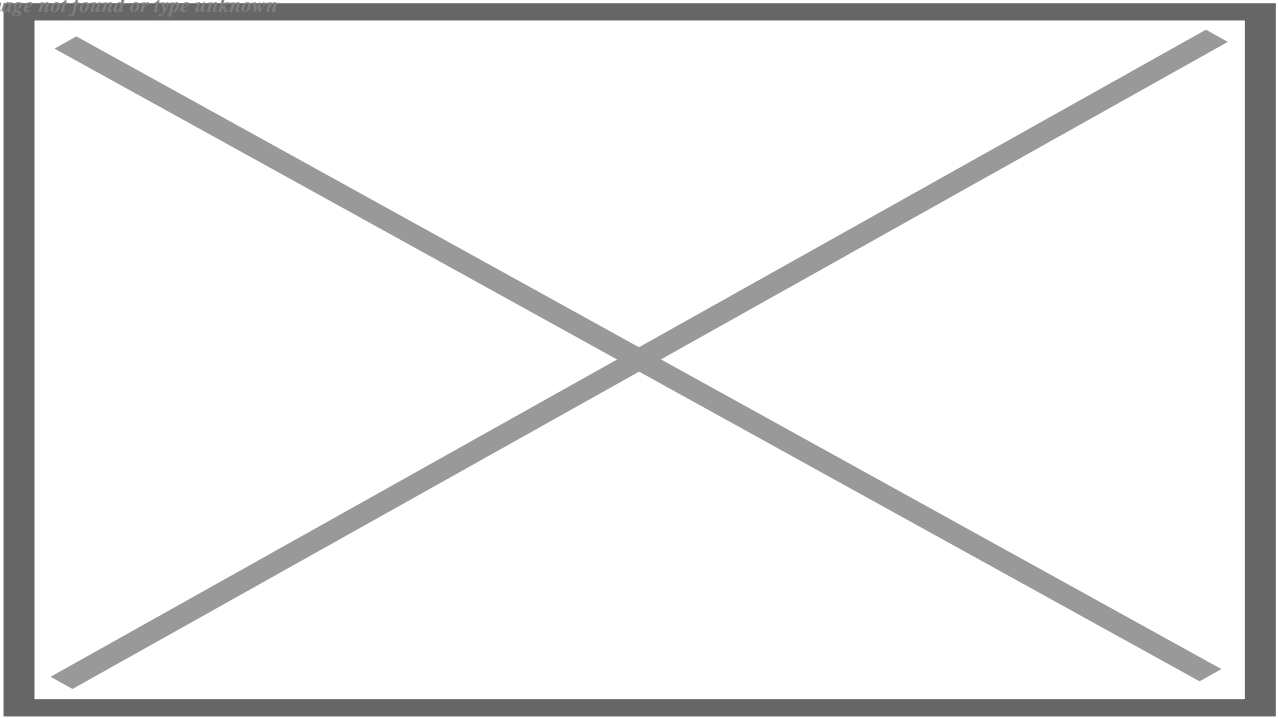


La menace de l'extrême droite en Argentine

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Les résultats des élections dites PASO (primaires, ouvertes, simultanées et obligatoires), qui se sont tenues ce week-end en Argentine, ont tiré la sonnette d'alarme. Ils constituent un avertissement quant à l'avenir d'un pays qui subit le poids des exigences du Fonds monétaire international (FMI) critiqué.

L'extrême droite a remporté le plus grand nombre de voix dimanche, lorsque les Argentins ont choisi les candidats qui représenteront les partis politiques et les coalitions lors des élections générales du 22 octobre, date à laquelle le nouveau président de la nation sud-américaine sera élu.

Javier Milei, de La Libertad Avanza, admirateur de l'ancien président américain Donald Trump et du président brésilien Jair Bolsonaro, a été le plus voté, obtenant 30 % des voix.

Le résultat de Milei a été une grande surprise pour beaucoup, soulevant un grand point d'interrogation sur ce qui se passera dans deux mois lors des élections générales, où l'électorat émet généralement un vote de sanction.

Toutefois, pour faire contrepoids, Sergio Massa, d'Unión por la Patria, a obtenu 27,3 % des voix et, selon les analystes, il est l'un des candidats qui a des chances de l'emporter en octobre.

La controversée Patricia Bullrich, du parti de droite Juntos por el Cambio, qui a fait partie du gouvernement de l'ancien président Mauricio Macri, responsable du retour dans le pays du FMI et de ses politiques d'ajustement, est également en tête pour les élections générales avec 28,3 %.

L'apathie a également caractérisé la journée de dimanche. Bien que les "PASO" soient obligatoires, seuls 69 % des électeurs se sont rendus aux urnes, soit un taux de participation inférieur à la normale en Argentine.

Vingt-six pré-candidats à la présidence de l'État, issus de 15 partis politiques, se sont présentés aux élections législatives, au cours desquelles ont également été élus les candidats qui brigueront les sièges à renouveler au sein du corps législatif.

En octobre, 130 des 257 membres de la Chambre des députés et 24 des 72 membres du Sénat seront nommés.

Pour être élu et participer aux élections générales, il fallait obtenir un minimum de 1,5 % des suffrages valablement exprimés.

L'ODEPA a été marquée par une situation économique complexe, dans laquelle l'inflation élevée est actuellement l'une des principales préoccupations des citoyens.

Les prévisions économiques pour l'Argentine ne sont pas favorables à l'heure actuelle. Selon les analystes, le taux d'inflation moyen pour cette année sera de 116%.

Les experts ont souligné que l'impact de la dette de plus de 56 milliards de dollars contractée par Macri auprès du FMI et l'ingérence constante de l'organisation internationale, qui, soulignent-ils, freine le progrès du pays, ne peuvent être ignorés.

Dans ce contexte et avec un candidat admirateur de la dictature militaire, la grande question est maintenant de savoir ce qui se passera dans les urnes le 22 octobre, quelle voie les Argentins choisiront. Mais il ne faut pas oublier que le danger de la progression de l'extrême droite est plus réel que jamais.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/331471-la-menace-de-lextreme-droite-en-argentine>



Radio Habana Cuba